



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

réfugiés

Question au Gouvernement n° 219

Texte de la question

FERMETURE DU CENTRE DE SANGATTE

M. le président. La parole est à M. Christian Decocq, pour le groupe UMP.

M. Christian Decocq. Monsieur le ministre de l'intérieur, vous l'aviez dit, vous l'aviez promis, vous l'avez fait ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle.)* Dans moins d'un mois, le centre de Sangatte sera fermé. Cet horrible garage pour les êtres humains sera rasé.

M. René Couanau. Certes ! Mais il ne faut pas en ouvrir un autre ailleurs !

M. Christian Decocq. L'autorité de l'Etat sera restaurée.

Monsieur le ministre, permettez-moi, au nom de la représentation nationale, mais surtout en tant qu'élu du Nord, de vous dire : bravo et merci. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle.)* Bravo et merci pour la décision que vous avez prise. Bravo et merci surtout pour la méthode. La méthode, c'est la politique, disait Roland Barthes. Et votre méthode, monsieur le ministre, consiste à associer concertation et décision, humanité et autorité. Comme cela paraît simple. Mais comme cela paraît aujourd'hui beaucoup plus dur pour le précédent gouvernement ! Quelle leçon pour lui ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)*

Monsieur le ministre, pouvez-vous nous commenter les principales caractéristiques de la décision qui a été prise ? Mais surtout, pouvez-vous indiquer, pour les habitants du Nord-Pas-de-Calais, la leçon que vous comptez tirer pour l'avenir du règlement de ce difficile dossier, de façon à lutter efficacement contre les flux migratoires clandestins dans nos régions frontalières toujours plus exposées...

M. Jean-Pierre Brard. La leçon à en tirer, c'est qu'il faut déplacer l'Angleterre ! *(Sourires.)*

M. Christian Decocq. ... et où, une fois de plus, la géographie rejoint l'Histoire ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et du groupe Union pour la démocratie française.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales.

M. Nicolas Sarkozy, ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales. Monsieur Decocq, je ne souhaite absolument pas polémiquer sur ce dossier, qui était sans doute l'un des plus complexes que nous ayons trouvés. Toutefois, l'honnêteté veut que je dise que rien n'aurait été possible sans l'implication personnelle du Premier ministre, Jean-Pierre Raffarin *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste),* qui, à tous les moments de l'instruction de ce dossier, a aidé à la négociation, en parfaite osmose avec l'action que j'ai conduite. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et du groupe Union pour la démocratie française.)* Je tenais à l'en remercier car ce n'était pas si évident lorsque, seuls contre beaucoup, nous avons pris la décision, le 5 novembre, de fermer le centre de Sangatte.

M. François Lamy. Ce n'est pas Juppé qui l'aurait fait !

M. le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales. D'abord, je voudrais saluer les élus du Nord-Pas-de-Calais, tous les élus, et notamment ceux de l'opposition (« Ah ! » *sur les bancs du groupe socialiste*) qui ont bien voulu approuver, soutenir et comprendre, comme le maire communiste de Calais, comme M. Jack Lang, comme M. Michel Delebarre (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste*), l'action que menait le Gouvernement. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et du groupe Union pour la démocratie française.*)

Que chacun le prenne comme il veut, pour ma part, je considère que, lorsqu'il s'agit de la dignité d'hommes et de femmes, il n'est pas question d'étiquettes politiques : nous avons besoin du rassemblement de tout le monde. Quarante-cinq officiers de l'immigration britannique sont arrivés dès hier après-midi et les premiers réfugiés kurdes, irakiens, afghans partiront pour l'Angleterre dès demain, mais je souhaite que tous ceux qui ont voulu donner des leçons d'humanité au Gouvernement regardent ce qui se passe à Sangatte. Il y a encore soixante-dix mineurs et des situations de détresse épouvantables.

Demain, ces hommes et ces femmes, qui depuis trois ans et trois mois vivaient dans la misère la plus horrible et la moins cohérente avec les valeurs de la République, trouveront le bonheur, puisqu'aucun d'entre eux ne restera sans solution, et cela, mesdames et messieurs, c'est la majorité qui l'a voulu.

Bien sûr, tous les problèmes de l'immigration ne sont pas réglés pour autant. Qui l'a dit ? Qui aurait la folie de le prétendre ? Mais au moins est-ce un message envoyé à la misère du monde : il n'y a pas d'avenir dans le hangar sordide de Sangatte.

Je voudrais faire une dernière remarque : quand il y a une volonté politique, il est possible de faire bouger les choses. C'est cela le grand message que la République adresse à nos concitoyens. (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et du groupe Union pour la démocratie française.*)

M. Christian Bataille. Littérature de bon marché !

Données clés

Auteur : [M. Christian Decocq](#)

Circonscription : Nord (3^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 219

Rubrique : Étrangers

Ministère interrogé : intérieur

Ministère attributaire : intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 4 décembre 2002

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 4 décembre 2002